

# Toujours le même paradoxe

La croissance économique soutenue (+ 6,2 % en 2006), grâce notamment à la performance du secteur financier, ne doit pas cacher les domaines où la réalité est moins satisfaisante, tels que l'inflation, le rapport entre l'emploi et le chômage, l'éducation, la R & D, les finances publiques, la fiscalité et la tendance défavorable de la productivité luxembourgeoise. C'est ce constat paradoxal et des propositions en faveur de la compétitivité de l'économie qu'ont présentés hier les responsables de l'Union des entreprises luxembourgeoises.

■ La croissance économique remarquable ne repose en grande partie que sur un secteur spécifique, les autres domaines d'activité connaissant une croissance stable ou une progression modeste.

Le taux d'inflation est selon l'indice des prix à la consommation harmonisé, de 26,8 % sur les dix dernières années, alors qu'il n'est que de 19,9 % en Belgique, de 17,7 % en France et de 14,9 % en Allemagne sur la même période, constate l'UEL.

Carlo Thelen, chef du département économique de la Chambre de commerce, analyse que la forte création d'emplois n'a pas l'incidence souhaitée sur la courbe du chômage, stagnante voire en augmentation. Au niveau de la formation et de l'enseignement, Michèle Marques, attachée économique à l'UEL, note la profonde disparité entre les dépenses annuelles par élève, la plus forte en Europe et le niveau d'éducation universitaire, l'un des plus faibles.

Michel Brachmond, directeur adjoint de la Chambre des mé-



De gauche à droite: Michèle Marques, Carlo Thelen, Pierre Bley et Michel Brachmond

(Photo: Tessa Hansen)

tiers, est de son côté revenu sur la constante dégradation des finances publiques depuis 2001, amenant irrémédiablement à l'épuisement des réserves et, par conséquent, la mise en cause du financement du régime de pension.

De plus, les avantages d'un environnement fiscal autrefois favorable au Luxembourg tendent à s'amenuiser avec les baisses fiscales dans les pays limitrophes, en Allemagne dernièrement et vraisemblablement prochainement en France.

## Les propositions

La productivité globale luxembourgeoise diminue, alors que celle des pays voisins augmente, tandis que dans le même temps, les coûts augmentent au Grand-Duché quand ceux des pays voi-

sins diminuent. Stop, la coupe est pleine, il faut agir.

Afin de remédier à ce paradoxe de l'économie luxembourgeoise, l'UEL préconise un certain nombre de mesures. En vue de diminuer le taux de chômage, il semble nécessaire d'optimiser l'intermédiation entre l'offre et la demande, de mettre en place des mesures en faveur des travailleurs âgés et des jeunes, de former et de motiver les moins qualifiés. Selon l'UEL, il faudrait améliorer la relation entre le coût de l'enseignement et les performances scolaires, afin d'aboutir à une haute qualité de formation. La recherche et développement (R & D) publique et privée devrait être plus soutenue en favorisant notamment les projets ayant des retombées pour l'économie nationale.

Enfin, concernant les finances publiques, l'UEL suggère d'appliquer des critères de sélectivité pour les dépenses sociales, d'assurer la viabilité du régime de pension et d'orienter davantage les mesures budgétaires vers le développement économique.

«La compétitivité de l'économie nationale doit pouvoir assurer une croissance économique durable et permettre ainsi de pérenniser les systèmes de sécurité sociale et de financer le progrès social. Il importe d'améliorer constamment l'attractivité et la compétitivité de l'économie nationale par la mise en place d'un environnement législatif et réglementaire favorable», conclut Pierre Bley, secrétaire général de l'UEL.

■ Gérard Karas